

## Note 22 : Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été attribuées et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

### Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour les dirigeants, employés et administrateurs désignés. Les options sont attribuées à un prix d'exercice égal au cours de clôture de nos actions ordinaires le jour précédant la date d'attribution. Les droits aux options attribuées aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquis après une période de cinq exercices débutant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année au cours de laquelle les options ont été attribuées, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les droits aux options attribuées depuis 1999 sont acquis à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle les options ont été attribuées. Certaines des options attribuées depuis 1999 ne peuvent être exercées que si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après leur date d'attribution.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007		2006		2005	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	23 254 639	38,55 \$	26 919 349	35,86 \$	30 442 060	33,87 \$
Options attribuées	1 229 500	68,96	1 390 700	63,04	1 471 764	56,60
Options exercées	3 774 644	31,86	5 014 557	30,87	4 736 826	29,30
Options éteintes/annulées	43 882	54,42	37 053	46,77	257 649	36,77
Options échues	8 900	19,93	3 800	15,50	–	s.o.
Options en cours à la fin de l'exercice	20 656 713	41,55	23 254 639	38,55	26 919 349	35,86
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	15 585 532	36,01	17 947 453	34,35	20 016 144	32,68
Options pouvant être attribuées	3 863 301		2 047 729		3 397 576	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	4,14 %		4,64 %		5,38 %	

s.o. – sans objet

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 11 millions, 14 millions et 13 millions de dollars avant impôts (respectivement 10 millions, 13 millions et 12 millions de dollars après impôts).

La valeur intrinsèque d'une option d'achat d'actions attribuée est la différence entre le prix en vigueur sur le marché pour nos actions ordinaires et le

prix d'exercice de l'option. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions en cours au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 était respectivement de 443 millions, 719 millions et 591 millions de dollars. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions pouvant être exercées au 31 octobre 2007, 2006 et 2005 était respectivement de 421 millions, 629 millions et 503 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2007 et 2006, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007						2006			
	Options en cours			Options pouvant être exercées			Options en cours		Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 15,50 \$ à 20,00 \$	–	–	– \$	–	– \$	140 387	0,1	19,93 \$	140 387	19,93 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	2 492 855	2,0	25,60	2 492 855	25,60	3 441 275	3,0	25,60	3 441 275	25,60
De 30,01 \$ à 40,00 \$	10 604 596	3,1	35,69	10 184 016	35,57	13 135 225	3,9	35,36	12 313 275	35,24
De 40,01 \$ à 68,32 \$	6 342 762	6,3	52,37	2 908 661	46,48	6 537 752	7,2	52,16	2 052 516	44,67
De 68,33 \$ et plus	1 216 500	9,0	68,97	–	–	–	–	–	–	–

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des options d'achat d'actions dont les droits n'étaient pas acquis, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2006 :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007		2006	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	Nombre d'options d'achat d'actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Options dont les droits n'étaient pas acquis au début de l'exercice	5 307 186	8,89 \$	6 903 205	7,82 \$
Options attribuées	1 229 500	7,56	1 390 700	10,17
Options dont les droits ont été acquis	1 442 754	8,25	2 953 266	7,14
Options éteintes/annulées	22 751	10,16	33 453	9,19
Options dont les droits n'étaient pas acquis à la fin de l'exercice	5 071 181	8,74 \$	5 307 186	8,89 \$

Le tableau ci-dessous présente des renseignements complémentaires sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2007	2006	2005
Frais de rémunération non constatés liés à l'attribution d'options dont les droits ne sont pas acquis	10 \$	12 \$	13 \$
Période moyenne pondérée sur laquelle les frais sont constatés (en années)	2,6	3,0	2,9
Valeur intrinsèque totale des options exercées	138 \$	170 \$	131 \$
Produit en espèces des options exercées	120 \$	155 \$	139 \$
Économie d'impôts réelle réalisée sur les options exercées	4 \$	14 \$	7 \$

#### Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits.

Nous avons retraité les états financiers consolidés des exercices antérieurs pour tenir compte de cette modification. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés au 31 octobre de l'exercice à l'étude et des exercices antérieurs :

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Augmentation (diminution) du revenu net			
<b>État consolidé des résultats</b>			
Rémunération du personnel	(6)\$	(2)\$	(5)\$
Impôts sur les bénéfices	2	—	1
Revenu net	(4)\$	(2)\$	(4)\$
Augmentation (diminution)			
<b>Bilan consolidé</b>			
Actifs divers	(30)\$	(24)\$	(25)\$
Passifs divers	2	1	(1)
Surplus d'apport	17	16	15

Nous déterminons la juste valeur des options attribuées au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité implicite du cours de nos actions causée par les options négociées ainsi que sur la volatilité historique du cours de nos actions. La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait à 7,56 \$, 10,17 \$ et 10,34 \$ respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

	2007	2006	2005
Rendement prévu des actions	4,2 %	3,4 %	3,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,6 %	20,2 %	22,8 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %	4,0 %	4,2 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	7,4	7,2	7,1

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

## Autres régimes de rémunération à base d'actions

### Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Nous ajoutons à la cotisation des employés une somme égale à 50 % de cette cotisation, jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut individuel. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul du résultat par action. Les dividendes versés pour nos actions ordinaires détenues dans le cadre du régime sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 36 millions, 35 millions et 33 millions de dollars. Pour ces exercices, il y avait respectivement 13 102 696, 12 809 736 et 12 184 377 actions ordinaires détenues dans le cadre de ce régime.

### Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait respectivement à 3 210 864, à 3 387 493 et à 3 105 178 unités. Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquittement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 220 millions, 202 millions et

187 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période qui précède le versement aux employés. Les sommes relatives aux unités d'actions attribuées à des employés qui sont admissibles à la retraite sont constatées à titre de charge à la date d'attribution. Nous n'avons plus aucun passif relativement aux obligations transférées à des tiers, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 104 millions et 96 millions de dollars respectivement au 31 octobre 2007 et 2006. Nous prévoyons que la somme reportée, le 31 octobre 2007, sera constatée sur une période moyenne pondérée de 1,8 année (1,7 année en 2006).

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période qui précède le versement aux employés et rajusté de façon à tenir compte de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires. Au 31 octobre 2007, le passif lié à ces régimes s'élevait à 19 millions de dollars. Au 31 octobre 2006, aucun passif n'était lié à ces régimes.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005, respectivement à 212 millions, 190 millions et 174 millions de dollars avant impôts (respectivement 138 millions, 122 millions et 112 millions de dollars après impôts).

Le total des unités d'actions en circulation était de 8 298 718, de 8 272 824 et de 8 933 847 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.

### Régimes d'intéressement à droits différés

Nous offrons des régimes d'intéressement à droits différés à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes BMO Marchés des capitaux et Gestion privée, ainsi qu'aux membres de notre Conseil d'administration. En vertu de ces régimes, le versement d'honoraires, de primes annuelles ou de commissions peut être différé sous forme d'unités d'actions donnant droit à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des honoraires, des primes ou des commissions différés est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les paiements différés peuvent être versés lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, être échelonnés sur la période de trois ans du régime, ou encore être versés à la fin de la période de trois ans du régime. Les paiements différés peuvent être versés en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des paiements découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à droits différés au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevait respectivement à 442 583, à 471 662 et à 398 605 unités. Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes sont inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 169 millions et 171 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2007, 2006 et 2005 s'élevaient respectivement à 13 millions, 33 millions et 6 millions de dollars avant impôts (respectivement 8 millions, 21 millions et 4 millions de dollars après impôts). Des gains de couverture de 6 millions, 25 millions et 2 millions de dollars avant impôts, respectivement, ont également été constatés, entraînant des frais de rémunération du personnel nets de 7 millions, 8 millions et 4 millions de dollars avant impôts, respectivement (5 millions, 5 millions et 3 millions de dollars après impôts, respectivement).

Le total des unités d'actions différées en circulation était de 2 686 903, de 2 542 696 et de 2 099 577 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2007, 2006 et 2005.